

Hitler disait ! « Je dois prendre des précautions. Je ne sais pas si demain, il n'y aura pas à Paris un gouvernement de Front Populaire, voire un gouvernement communiste. »

Et puis après ? Notre peuple va-t-il demander la permission à M. Hitler pour se donner un gouvernement attaché à la cause de la liberté et de la paix, à la cause du travail et de la démocratie. (Tonnerre d'applaudissements.)

HITLER INSULTE LE PEUPLE FRANÇAIS.

Mais Hitler ne veut pas consentir à un accord général. Il élimine tel ou tel peuple de ses « promesses » de paix. Il ne veut donc pas renoncer à ses visées, à celles qu'il exprima dans *Mein Kampf*, resté l'évangile de ses sections d'assauts... Hitler ne renonce pas à la pratique et à la politique de haine des races. Il considère que nous, Français, nous sommes maintenant un peuple abâtardi et négroïde.

Ecoutez plutôt : « Ce peuple qui, par lui-même, tombe de plus en plus dans le métissage du nègre, met sourdement en danger, par sa complicité avec les Juifs, l'existence de la race blanche en Europe. » (*Mein Kampf*, p. 704) (Cris d'indignation.)

Il est vrai que nous préférons un homme de couleur, paisible et travailleur, à Hitler, fou furieux, déshonneur de l'humanité. Il est vrai que nous voudrions que notre peuple traite les Algériens et les Indochinois, comme nos ancêtres de la première République traitaient les nègres des Antilles, qu'ils affranchissaient et plaçaient sur un pied parfait d'égalité avec les Français.

Hitler, c'est la menace contre le peuple de France et contre le peuple belge, contre les petits peuples de l'Europe centrale et orientale. C'est aussi la menace contre l'Union Soviétique, dont l'immense population laborieuse est la plus grande force de paix dans le monde.

LES COMMUNISTES FERONT UNE FRANCE FORTE.

Oui, nous voulons, nous communistes, faire une France forte, libre et heureuse, une France dont le gouvernement ouvrier et paysan sera le plus fort que nous ayons jamais connu, une France qui ne craindra plus les menaces contre la paix d'un Hitler, qui spéculer sur les divisions provoquées et entretenues parmi le peuple de France par ses agents, les de La Rocque, les Taittinger et les Doriot.

Oui, nous voulons, et nous ferons une France dont les fils, UNIS et libérés du joug du capital, du joug des 200 familles, pourront dire :

« Nous ne convoitons pas un pouce de territoire étranger, mais nous ne laissons pas toucher à un pouce de notre sol », une France ayant retrouvé dans le monde, par l'effort pacifique de notre peuple, une place digne de son histoire, digne de ses traditions séculaires de résistance à l'oppression, et de lutte pour la liberté.

LES NUITS DE HITLER

Quelle méthode ! Dans un de ses discours, Hitler a parlé d'appliquer à la politique extérieure les méthodes qui ont prévalu à l'intérieur de l'Allemagne : c'est-à-dire la hache et le feu, le revolver et le poignard ? Les méthodes de Hitler, ce sont les mauvais coups perpétrés en une nuit. En une nuit, Hitler et son Goering incendient le Reichstag. En une nuit, Hitler assassine ses lieutenants. En une nuit, il rétablit le service militaire obligatoire. En une nuit, il dénonce Locarno, met en marche ses troupes réorganisées.

Et demain, dans quelques semaines, dans quelques mois, quand ? Nous ne le savons pas, mais nous pouvons le prévoir — en une nuit, Hitler lancerait ses escadrons d'avions qui anéantiraient en quelques instants plusieurs quartiers de Paris ou de nos grandes villes avec leur population de femmes, d'enfants et de vieillards. (Applaudissements.) »

Léon Blum se félicite de la conversion centriste :

« Oui, la volonté instinctive du peuple français vis-à-vis des cas de paix ou de guerre s'est modifiée. J'irai même jusqu'à dire, en pesant mes mots car je touche ici à une idée délicate, que sa conception de l'honneur collectif est en train de subir une profonde transformation. Certes, il se lèverait tout entier contre toute tentative d'asservissement par le Diktat hitlérien, contre toute invasion effective du sol de la Patrie. Je l'ai déclaré il y a un an à la tribune de la Chambre, dans le débat sur la loi de deux ans, non sans m'exposer aux reproches de quelques-uns de mes camarades, non sans m'attirer de la part de Maurice Thorez des critiques que le temps ou les circonstances, me paraissent avoir effacées. Mais si le peuple français se trouvait acculé, malgré lui, à la nécessité suprême de la guerre, il me semble qu'il sentirait son honneur atteint plutôt qu'exalté. Il tient désormais la guerre, fût-ce une guerre courageusement acceptée, héroïquement soutenue, pour une tare indélébile de l'humanité. C'est la paix qui est désormais l'honneur. Ce qui entache l'honneur d'une nation, c'est la volonté de conquête ou de domination, c'est la rupture de la parole donnée, c'est le manquement à la foi et à la solidarité internationale, c'est le verdict de la raison et de la conscience universelle. (« Populaire », 8 avril 1936.) »

Centristes et socialistes portent à baptême le capitalisme français qui sera désormais (à part les 200 familles), le bastion de l'antifascisme.

« DEFENDRE LA PAIX ! »

Le Parti Communiste et le Parti Socialiste proclament une fois de plus leur volonté de tout mettre en œuvre pour défendre la paix.

Les événements actuels montrent que dans les circonstances créées par la politique d'armement du capitalisme, par les conséquences inéluctables de sa politique de force, LE FASCISME C'EST LA GUERRE, et à l'heure où les préparatifs de guerre de l'Allemagne hitlérienne ébranlent la paix de l'Europe, tous ceux qui veulent éviter les horreurs d'une nouvelle catastrophe se doivent de condamner la provocation à laquelle s'est livré Hitler.

Le fait que les sanctions n'ont pas été appliquées à Mussolini, qui poursuit la guerre en Éthiopie, a encouragé les hitlériens fauteurs de guerre dans leur politique du « poing sur la table » qui, si elle est admise, fera disparaître toute garantie de sécurité collective et entraînera les peuples vers de nouveaux massacres.

Le Parti Communiste et le Parti Socialiste appellent les masses populaires menacées par Hitler et les hitlériens français, à s'unir pour défendre la paix, et décident :

...c) De proposer aux organisations du Rassemblement Populaire une action de masse pour exiger la dissolution et le désarmement des ligues fascistes plus que jamais menaçantes, et qui continuent de jouir d'une indulgence que le gouvernement s'était pourtant engagé à ne pas avoir.

Contre la provocation hitlérienne et contre les hitlériens français, complices des fauteurs de guerre d'Allemagne.

Pour défendre la paix et la liberté contre les ligues factieuses, qui sont au service des deux cents familles qui encouragent les provocations hitlériennes et fomentent la guerre civile :

Plus que jamais unité d'action pour la lutte et pour la victoire.

LE COMITE DE COORDINATION. »

(« Humanité » et « Populaire », 9 avril 1936.)

Après cet aperçu sommaire mais édifiant du patriotisme belliqueux des social-centristes français, il nous reste à publier — c'est ce que nous ferons dans le prochain numéro — une revue de la presse italienne et belge.